

<https://www.dijon.snes.edu/spip/spip.php?article5985>



Soyons sérieux et changeons tout

- SNES académique de Dijon - Départements - Yonne - A la Une dans l'Yonne -



Publication date: dimanche 5 avril 2020

Copyright © SNES Dijon - Tous droits réservés

La crise du coronavirus met en évidence la destruction par les économies néo-libérales des outils pour faire face à la catastrophe. Or, ce sont déjà ces logiques qui nous y ont poussées ! Qu'est-ce que la FSU et le SNES peuvent proposer pour l'après ? Un après qui sera, espérons-le un tremplin pour faire face à d'autres catastrophes en particulier dans le domaine écologique.

« Future sortie de crise », « déconfinement », « retour à la normale », autant de termes employés par les médias et par le gouvernement et placés dans le champ lexical du soulagement. Evidemment !! Cette crise sanitaire, ces drames, sa gestion quotidienne angoissante, chiffres à l'appui et la perte de notre liberté de nous déplacer suscitent une envie légitime et pressante de sortir de cet épisode douloureux. Si le temps médiatique des chaînes en continu est logiquement dévoré par le coronavirus, il faudrait quand même **se poser la question des futures catastrophes écologiques**. Et parler de revenir à la situation d'avant la crise n'a absolument aucun sens si nous ne posons pas la question de la pertinence et la responsabilité de notre « normalité quotidienne » sur les futures catastrophes.

Imaginez des experts de ces sujets invités sur BFM, CNEWS ou LCI évoquant **le dérèglement climatique ou des décomptes quotidiens des chiffres de la perte de la biodiversité**, tant de sujets hurlés depuis des décennies par les scientifiques sans être entendus. Parce que oui, après la catastrophe, nous en vivons d'autres encore commencées depuis plusieurs dizaines d'années et qui s'accélèrent. L'enjeu est gigantesque : limiter le dérèglement climatique alors que la trajectoire actuelle pousse à revoir les projections d'augmentation de la température à la hausse, empêcher une extinction du vivant durant ce siècle ! Rien que ça ! Alors oui, pour être sérieux, il faut d'abord être d'accord là-dessus et arrêter tout de suite les débats sur la croyance ou non dans cet avenir. Si rien ne se passe, cela va arriver. Ensuite, il faut se mettre d'accord sur ce que cela implique en terme de changements et de politiques à mener.

La FSU et le SNES se sont engagés sur ces questions et interrogent leurs mandats afin de proposer et d'interroger. Concrètement, il faut se positionner sur certaines questions importantes : peut-on encore se payer le luxe d'une transition écologique ? Peut-on continuer à faire croire que des politiques écologiques volontaristes ne vont rien changer à notre quotidien ? Par exemple, laisser dans le sol 80% des ressources fossiles actuelles, qu'est ce que cela implique en termes de déplacements ou de consommation ? Autre exemple ? La 5G destructrice que l'on doit combattre même si ses promoteurs vont avoir le champ libre pour développer l'argument que ce sera quand mieux en terme de continuité pédagogique si une expérience de confinement devait revenir.

Syndicalement, quelles parties de nos mandats s'intègrent aux questions écologiques et non l'inverse, afin de proposer un projet écologique et social cohérent ?

Revenons maintenant au sujet initial : qui n'a pas vu les cartes des taux de CO2 historiquement bas en Chine puis en Europe ? On a également pu revoir les eaux bleues et claires de Venise par exemple. Autant de bonnes nouvelles qui ont permis des raccourcis disant que le coronavirus était une bonne nouvelle pour l'écologie. D'abord, il ne faut pas oublier que cette pandémie mondiale a été favorisée par les mobilités à outrance, que le dérèglement climatique permet aux maladies infectieuses d'être actives plus longtemps et que la perte de la biodiversité est un facteur aggravant des épidémies. Ensuite, **les experts mettent en garde sur l'effet rebond que cette crise peut avoir sur l'écologie comme cela est arrivé après la crise économique de 2008 en termes de pollution et de destructions.**

Les effets positifs sont donc très provisoires et dus seulement à des circonstances exceptionnelles et l'arrêt de l'économie. Mais on ne va pas combattre ces catastrophes sur le long terme avec cela.

Pourtant, nous pouvons tirer quelques conclusions intéressantes si la volonté politique de changer se met en place : il est possible d'intervenir de manière radicale dans l'économie pour faire face à une menace collective. **Le sujet de la relocalisation économique est également devenu de plus en plus pressant et nous ne devons pas lâcher les gouvernements sur ce point.**

Tous les gestes du quotidien, les achats locaux, les efforts pour limiter ses déplacements, entre autres que nous faisons pour l'écologie restent très importants. Maintenant, il faut pousser pour que des décisions et des actions, visant un changement radical, soient prises pour que l'on se confronte sérieusement aux catastrophes écologiques !